

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-002

DU 28 JANVIER 2022

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2022 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2019-036 du 24 janvier 2019 relative à la 1ère affectation 2019 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale ; 1ère affectation 2019 en faveur de Paris région entreprises - commission du film IDF ; 1ère affectation provisionnelle 2019 Domaine de Villarceaux et ONDIF ;

VU la délibération n° CP 2019-511 du 20 novembre 2019 relative aux sixièmes affectations 2019 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

VU la délibération CP 2021-042 du 21 janvier 2021 relative aux premières affectations 2021 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes – Juillet 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-044 du 21 juillet 2021 portant adoption du règlement intérieur du conseil régional (mandature 2021-2028) ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2021-061 du 23 septembre 2021 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes – septembre 2021 ;

VU la délibération N°CP 2021-440 du 19 novembre 2021 relative au soutien aux entreprises et accompagnement de la stratégie régionale ;

VU le budget de la Région pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-002 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectations en faveur des organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés à l'action culturelle régionale une première affectation de la subvention de fonctionnement pour l'année 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de 6 055 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène » du budget 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de 690 200 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-006 (131006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques » du budget 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de 509 600 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100903 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma » du budget 2022.

Article 2 : Approbation de conventions annuelles administratives et financières

Approuve la convention annuelle conclue entre la région Île-de-France et l'ONDIF figurant en **annexe 1** à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional Île-de-France à la signer.

Approuve la convention annuelle conclue entre la région Île-de-France et le Chœur Vittoria Île-de-France figurant en **annexe 2** à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional Île-de-France à la signer.

Approuve la convention annuelle conclue entre la région Île-de-France et le FRAC figurant en **annexe 3** à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional Île-de-France à la signer.

Article 3 : Approbation de la convention de mise à disposition des locaux à l'ONDIF

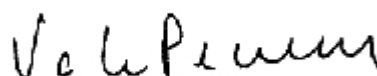
Approuve la convention triennale entre la région Île-de-France et l'ONDIF relative à la mise à disposition des locaux situés à Alfortville, figurant en **annexe 4** à la délibération et autorise la

présidente du conseil régional d'Île-de-France à la signer.

Article 4 : Affectation Villarceaux

Affecte une autorisation d'engagement de 252 000 €, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101005 « Patrimoine régional (Villarceaux et maison Cocteau) » du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1135985-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention ONDIF 2022

**Convention entre la région Île-de-France
et l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF)**

Entre

La région Île-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2022-002 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

L'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF)
Dont le n° de SIRET est : 300 513 132 00054
Dont le siège social est situé 19 rue des Ecoles, 94 140 Alfortville
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence PORTELLI
ci-après dénommé « l'organisme » ou « le bénéficiaire »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le soutien de la Région au fonctionnement du l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF) s'inscrit dans le soutien à plusieurs organismes associés à l'action culturelle régionale ; il est assorti en 2022 d'une convention annuelle de transition.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des délibérations régionales suivantes :

- délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
- délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2022.

Article 2 : Obligations de l'organisme

2.1 Obligations relatives au recrutement de stagiaire (s) ou alternant(s)

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.2 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

2.3 Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

2.4 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Organisme financé par la région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos ...)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Île-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale... Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Article 3 : Engagements de la Région

3.1 Soutien financier et modalités d'attribution

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement, sous réserve du vote du budget régional 2022 et de l'affectation des crédits budgétaires à l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF) par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2022, le montant de la subvention est de 8 350 000€ et se décompose comme suit :

- une subvention globale de fonctionnement à hauteur de 8 200 000 €,
- une subvention de 150 000 € pour les actions culturelles mises en œuvre par l'ONDIF dans les lycées et CFA d'Île-de-France à titre gratuit

Cette subvention fait l'objet de deux affectations qui sont votées en commission permanente en janvier 2022 (à raison de 70% du montant global de subvention) et en juillet 2022 (à raison de 30% du montant global de subvention).

Elle est disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

3.2 Modalités de versement de la subvention

Les versements des deux affectations budgétaires respectent le règlement budgétaire et financier de la Région.

Le versement de la première affectation se fait sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement de la seconde affectation se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du code de commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement de la seconde affectation est également subordonné à la production du justificatif de recrutement du stagiaire conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2022.

Article 5 : Contrôle

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le.....

Le.....

Pour l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF),
La Présidente

Pour la Région,
La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Annexe 2 - Convention CHOEUR VITTORIA 2022

Convention entre la région Île-de-France et le Chœur régional Vittoria Île-de-France

Entre

La région Île-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2022-002 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

Le Chœur régional Vittoria Île-de-France
Dont le n° de SIRET est : 377852462 0011
Dont le siège social est situé au 4 rue de la Michodière, 75002 Paris
Ayant pour représentant
ci-après dénommé « l'organisme » ou « le bénéficiaire »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le soutien de la Région au fonctionnement du Chœur régional Vittoria d'Île-de-France s'inscrit dans le soutien à plusieurs organismes associés à l'action culturelle régionale ; il est assorti en 2022 d'une convention annuelle de transition.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des délibérations régionales suivantes :

- délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
- délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2022.

Article 2 : Obligations de l'organisme

2.1 Obligations relatives au recrutement de stagiaire (s) ou alternant(s)

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.2 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

2.3 Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

2.4 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Organisme financé par la région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos ...)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Île-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en

informer préalablement la région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale... Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Article 3 : Engagements de la Région

3.1 Soutien financier et modalités d'attribution

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement, sous réserve du vote du budget régional 2022 et de l'affectation des crédits budgétaires au Chœur régional Vittoria d'Île-de-France par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2022, le montant de la subvention globale de fonctionnement est de 300 000 €.

Cette subvention fait l'objet de deux affectations qui sont votées en commission permanente en janvier 2022 (à raison de 70% du montant global de subvention) et en juillet 2022 (à raison de 30% du montant global de subvention).

Elle est disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (005) « Aide à la création et à la diffusion

des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

3.2 Modalités de versement de la subvention

Les versements des deux affectations budgétaires respectent le règlement budgétaire et financier de la Région.

Le versement de la première affectation se fait sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement de la seconde affectation se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du code de commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement de la seconde affectation est également subordonné à la production du justificatif de recrutement du stagiaire conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2022.

Article 5 : Contrôle

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception

de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le.....

Le.....

Pour le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France,
Le Président

Pour la Région,
La présidente du conseil régional Île-de-France

Annexe 3 - Convention FRAC 2022

<p style="text-align: center;">Convention entre la région Île-de-France et le FRAC Île-de-France pour l'année 2022</p>

Entre

La région Île-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-002 du 28 janvier 2022,
Ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

Et

Le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)
Dont le n° de SIRET est : 32966567300037
Dont le siège social est situé au 33 rue des Alouettes, 75019 Paris
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence BERTHOUT
Ci-après dénommé « l'organisme »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE :

Dans l'attente de la conclusion d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le FRAC et la région Île-de-France pour tenir compte des évolutions engendrées par l'ouverture des réserves fin 2020 à Romainville (93), la présente convention permet d'assurer le bon fonctionnement de l'organisme et la continuité des activités.

La future convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens intégrera également les préconisations d'éventuels audits à venir ainsi que les résultats de l'évaluation de la précédente convention parvenue à échéance, qui permettront de mieux définir les objectifs et les indicateurs d'évaluation.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2022.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

L'organisme s'engage à établir une charte interne de déontologie et transmettre à la Région un compte rendu annuel des actions mises en œuvre dans ce domaine.

Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de

suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

3.1 Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits au Fonds Régional d'Art Contemporain par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2022, cette subvention se décompose en plusieurs parties :

- une dotation globale de fonctionnement à hauteur de 986 000 €,
- une subvention de 80 000 € pour l'emploi de deux médiatrices,
- une subvention de 50 000 € pour l'emploi d'un régisseur
- une subvention de 150 000 € pour les actions d'éducation artistique et culturelle mises en œuvre par le FRAC dans les lycées franciliens (notamment projet Flash Collection),
- une subvention de 305 000 € pour l'acquisition et la conservation d'œuvres d'art contemporain.

3.2 Modalités de versement de la subvention

3.2.1 Modalités relative à la dotation globale de fonctionnement

La dotation globale de fonctionnement est mandatée en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La dotation annuelle de fonctionnement est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques ».

3.2.2. Modalités relatives aux actions culturelles mises en œuvre par le FRAC dans les lycées franciliens

La subvention régionale annuelle pour les actions d'éducation artistique et culturelle mises en œuvre par le Frac dans les lycées franciliens (Flash Collection) est mandatée en 2 versements, sur la base d'une affectation votée par la Commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les modalités de versement de la subvention feront l'objet d'une convention spécifique.

Cette subvention est disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles », programme 312 (013) « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101302 « Education artistique des lycéens ».

3.2.3. Modalités relatives à l'acquisition et la conservation d'œuvres d'art contemporain.

La subvention régionale annuelle pour l'acquisition et la conservation d'œuvres est mandatée en 1 versement, sur la base d'une affectation votée par la commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les modalités de versement de la subvention feront l'objet d'une convention spécifique.

Cette subvention est disponible sur le chapitre 903 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 313 «Patrimoine», programme 131 (004) « Développement du patrimoine en Région » - action 13100404 « aide à l'acquisition d'œuvres d'art pour le FRAC et à leur conservation ».

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle expire au plus tard, le 31 décembre 2022.

ARTICLE 5 : CONTROLE

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le.....

Pour le FRAC,
La présidente

Le.....

Pour la Région,
La présidente du conseil régional Île-de-France

Annexe 4 - Mise à disposition locaux ONDIF

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Entre

La région Île-de-France représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente du conseil régional, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine ci-après dénommée « la Région », en vertu de la délibération n° CP 2022-002 du 28 janvier 2022,

D'une part,

Et

L'Orchestre National d'Île-de-France, association loi 1901 dont le siège social est situé 19, rue des Ecoles, 94140 ALFORTVILLE, représentée par Madame Florence Portelli, présidente de l'association, ci-après dénommé « L'Orchestre ».

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibérations n° CP 92-258 du 7 juillet 1992 et n° CP 94-44 du 9 mars 1994, le conseil régional a décidé de la construction d'un bâtiment à Alfortville pour permettre à l'Orchestre de travailler dans des conditions matérielles d'installation et de travail de qualité.

L'immeuble bâti, sis au 19, rue des Ecoles, à Alfortville dans le Val-de-Marne, construit par la Région, sur la parcelle cadastrale section N, n°309 et 312, a été achevé en 1996 et mis à la disposition, à titre gratuit, de l'Orchestre depuis le 1er août 1996.

Ce bâtiment comporte sur deux niveaux : une salle de répétition principale, une salle de répétition en formation réduite, une salle pour les percussions et une salle pour l'harmonie, une régie, un local de stockage, un foyer pour les musiciens, une bibliothèque, des loges pour les chefs et solistes invités, ainsi que, suite aux travaux d'aménagement réalisés par l'Orchestre en 2017 avec le soutien de la région, un studio d'enregistrement ; le troisième niveau étant réservé à l'administration de l'Orchestre.

Par délibérations de la commission permanente du conseil régional en dates du 20 septembre 1996 n° CP 96-251, du 21 septembre 2006, du 29 janvier 2015 n° CP 15-469, du 22 octobre 2015 n° CP 15-685, du 27 janvier 2017 n° CP 2017-029 et du 24 janvier 2019 n° CP 2019-036, la présidente du conseil régional a été autorisée à signer une convention de mise à disposition du bâtiment d'Alfortville.

Il a été convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le bâtiment, propriété de la Région, situé au 19, rue des Ecoles à Alfortville, sur la parcelle cadastrale section N, n°309 et 312, est mis à disposition de l'Orchestre à titre gracieux.

ARTICLE 2 : AFFECTATION

Les locaux sont affectés à l'usage permanent de l'Orchestre pour son activité artistique et d'administration. Il y installe son siège social.

La Région l'autorise à mettre à disposition d'autres utilisateurs, en fonction de son plan de travail, les installations techniques à titre gracieux ou onéreux, pour des répétitions ou enregistrements.

L'Orchestre met en œuvre, gère et développe ces mises à dispositions. Les éventuels produits de ces mises à disposition sont systématiquement inscrits au bilan financier annuel de l'Orchestre, transmis à la Région.

La mise à disposition de l'immeuble est valorisée au sein de l'annexe, consacrée aux concours apportés aux tiers sous forme de prestations en nature ou de subventions, jointe au compte administratif de la Région.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'ORCHESTRE

L'Orchestre assure, à compter de la date de mise à disposition du bâtiment ci-dessus désigné, les droits et obligations de l'occupant. Il prend à sa charge l'entretien courant, soit la maintenance des installations : climatisation, chauffage, nettoyage, les travaux nécessaires au maintien du bon état de l'immeuble (peinture, sols, plafonds...), sécurité d'incendie, informatique, fournitures d'eau, gaz, électricité, téléphone, y compris les impôts et les taxes afférents, mais également l'entretien des accès et espaces verts.

L'Orchestre assure, à compter de la date de mise à disposition du bâtiment ci-dessus désigné, le respect des normes de sécurité notamment relatives au statut d'ERP (établissement recevant du public) du bâtiment. Il prend à sa charge les mesures nécessaires à la levée des observations périodiques du contrôleur technique, le remplacement et la vérification annuelle des extincteurs, la maintenance et l'entretien du SSI, et le remplacement des BAES.

L'Orchestre met à disposition, le cas échéant, à la demande du conseil régional, l'ensemble des contrats relatifs à l'entretien et à la maintenance du bâtiment.

L'Orchestre ne peut entreprendre des travaux importants sur l'immeuble mis à disposition (démolition, surélévation ou addition de construction, etc).

L'Orchestre informe la Région des besoins constatés ; cette dernière se réserve la possibilité de faire réaliser les travaux nécessaires.

En cas de rupture des présents liens contractuels, pour quelque cause que ce soit, à l'exclusion de la force majeure, les biens mis à disposition doivent être rétrocédés en l'état à la Région.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région assure les charges incombant au propriétaire, soit les grosses réparations telles qu'elles sont énoncées à l'article 606 du code civil (réparations des gros murs et des voûtes, rétablissement des poutres et des couvertures entières, des digues et des murs de soutènement et de clôture).

ARTICLE 5 : ASSURANCES

La Région souscrit les assurances « multirisques » et « responsabilité civile » qui s'imposent à elle en sa qualité de propriétaire.

L'Orchestre contracte les assurances habituellement à la charge de l'occupant, soit celles afférentes à l'utilisation des locaux, selon l'affectation définie à l'article 2 de la présente convention et destinées notamment à garantir les tiers.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa notification à l'Orchestre par la Région. Elle est conclue pour une durée de trois ans. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant soumise à l'approbation de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, la présente convention est sauf cas de force majeure, résiliée de plein droit dans les conditions fixées aux alinéas suivants.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure par l'autre partie d'accomplir ses obligations, dans un délai fixé par la mise en demeure.

Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours et supérieur à 3 mois. Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec accusé de réception. Celle-ci doit être dûment motivée.

Le délai de préavis peut toutefois être prolongé à la demande écrite de l'Orchestre et après accord écrit de la Région émanant d'une personne dûment habilitée.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

La Région se réserve la possibilité de résilier ladite convention pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux à Saint-Ouen, le

Pour l'Orchestre National d'Île-de-France
La Présidente,

Pour la région Île-de-France
La Présidente,